

## Résumé

Depuis le milieu des années 90, le Brésil bénéficie d'une plus grande stabilité économique et financière, du fait surtout d'un renforcement de son cadre macroéconomique. Sur le front social, les progrès ont été également remarquables, avec une nette diminution de la pauvreté et des inégalités. Une attention croissante a été accordée à la viabilité écologique. Afin de rattraper rapidement le groupe des pays à revenu élevé, il faut avant tout parvenir à instaurer une croissance forte et durable. À cet effet, les autorités devront poursuivre des politiques macroéconomiques, sociales et environnementales avisées et des réformes structurelles destinées à stimuler l'investissement et à favoriser le développement des infrastructures. La montée de l'incertitude internationale et de l'interdépendance entre les pays, le vieillissement rapide de la population et la dépendance accrue à l'égard des revenus de pétrole appelleront les décideurs publics à élargir leur panoplie d'instruments pour relever ce défi.

### **Le principal défi macroéconomique consiste à maîtriser l'inflation dans un contexte d'abondantes liquidités mondiales**

L'économie s'est ressaisie rapidement après la crise mondiale de 2008-09, grâce à des mesures publiques prises en temps opportun. La croissance annuelle en 2010 a été la plus forte depuis deux décennies. Alimentée à la fois par des facteurs structurels et par les conditions financières internationales, le réal s'est continûment apprécié depuis 2003, sauf durant la crise financière de 2008 et plus récemment quand une fuite vis-à-vis des actifs risqués au milieu des turbulences financières l'a affaibli. Des tensions inflationnistes sont apparues. Pour éviter les fluctuations monétaires excessives et préserver la stabilité financière, les autorités ont initialement conjugué le relèvement des taux d'intérêt et des réserves obligatoires avec une intervention sur le marché des changes et une taxe temporaire sur les entrées de capitaux à court terme (l'IOF). Mais, face à l'aggravation des perspectives mondiales, le policy mix s'est orienté vers un assouplissement de la politique monétaire et des mesures d'assainissement budgétaire. Si cela se révèle insuffisant dans la conjoncture incertaine actuelle, les autorités peuvent recourir à des mesures macroprudentielles ou ajuster l'IOF. Toutefois, l'assainissement des finances publiques devrait se voir accorder une plus large place. Les réductions de dépenses annoncées plus tôt cette année et la fixation dans le projet de loi des finances pour 2012 d'objectifs d'excédent primaire pour les trois prochaines années à des niveaux compatibles avec la réduction de la dette publique sont des orientations tout à fait opportunes dont il ne faudrait pas s'écarter. À moyen terme, l'adoption d'un objectif pluriannuel pour le budget global et la mise en place d'un plafond de dépenses qui s'accompagnerait d'une élimination de la préaffectation des recettes favoriseraient la viabilité des comptes de l'État et de la sécurité sociale. De nouveaux progrès dans la réduction de la pauvreté pourraient être réalisés en consacrant davantage de ressources au programme de transferts monétaires Bolsa Família, qui a fait la preuve de son efficacité.

## **La suppression des obstacles à l'investissement sera cruciale pour maintenir une croissance économique vigoureuse**

L'insuffisance de l'épargne publique et privée semble être un obstacle majeur à une amélioration des taux d'investissement. Des réformes paramétriques du système de retraite pourraient rétablir sa viabilité. Une réduction des prestations de retraite escomptées pourrait aussi encourager les individus à épargner davantage pendant leur vie active. L'abaissement des coefficients de réserves obligatoires des banques, la suppression des obligations en matière de crédit administré et la libéralisation des comptes d'épargne renforceraient aussi les incitations à investir. Les autorités ont commencé à mettre en œuvre des mesures pour développer les marchés privés de capitaux à long terme. L'égalisation des conditions de concurrence entre les banques du secteur privé et la banque nationale de développement et l'introduction d'un crédit d'impôt explicite indépendant de l'établissement de crédit faciliteraient l'entrée des agents privés sur les marchés financiers à long terme. Dès lors que les prêteurs privés seront présents sur ce segment, les subventions pourraient être progressivement supprimées.

## **Un développement plus rapide des infrastructures aiderait à améliorer les performances économiques et sociales**

Pour le Brésil, le rendement des investissements en infrastructures sera probablement très substantiel, surtout si les projets visent des retombées bénéfiques sur l'environnement. Les autorités sont en train d'appliquer un deuxième grand programme d'infrastructures, qui a échappé à juste titre aux coupes budgétaires. Pour faciliter sa mise en œuvre, il faudrait mettre davantage l'accent sur les projets les plus intéressants. Afin d'attirer suffisamment d'investissements privés, on devra rationaliser le cadre des partenariats public-privé. En dépit des progrès accomplis, de fréquents litiges sur les projets d'infrastructures freinent souvent le processus d'autorisation. Pour remédier à ce problème, on pourrait adopter des règles pour l'indemnisation financière des résidents lésés par des projets. C'est dans le secteur de l'eau et de l'assainissement que les besoins sont les plus grands. Il faut encourager la formation de groupes intercommunaux pour tirer profit des économies d'échelle potentielles.



Extrait de :  
**OECD Economic Surveys: Brazil 2011**

Accéder à cette publication :

[https://doi.org/10.1787/eco\\_surveys-bra-2011-en](https://doi.org/10.1787/eco_surveys-bra-2011-en)

**Merci de citer ce chapitre comme suit :**

OCDE (2013), « Résumé », dans *OECD Economic Surveys: Brazil 2011*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: [https://doi.org/10.1787/eco\\_surveys-bra-2011-2-fr](https://doi.org/10.1787/eco_surveys-bra-2011-2-fr)

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à [rights@oecd.org](mailto:rights@oecd.org). Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) [info@copyright.com](mailto:info@copyright.com) ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) [contact@cfcopies.com](mailto:contact@cfcopies.com).